**Exposé Conf Presse Inspections Cites & bois**

Eu P – 10 juillet 2018

Mesdames et messieurs,

*Goeiemiddag Dames en Heren,*

*De handel in wilde dieren en planten is de vierde meest lucratieve illegale activiteit ter wereld, na drugshandel, namaakproducten en mensenhandel. Naast de economische, ecologische en sociale bedreigingen die het met zich meebrengt, hebben we te maken met een wereldwijde plaag die jaarlijks 10 tot 20 miljard dollar opbrengt. Deze plaag vraagt een aanpak op Europees én wereldvlak!*

Nous vous avons invité pour faire le point en profitant aujourd’hui de l’exposition « Stop Wildlife Trafficking » organisée par le Parlement européen et plus spécifiquement par Catherine Bearder que je remercie. *Thank you, Catherine*. Je tiens aussi à remercier le SPF Santé et l’Institut Royal des Sciences Naturelles pour l’organisation de cette exposition.

Comme vous le savez, la Belgique souscrit au plan d’action européen contre le trafic d’espèces sauvages 2016-2020. Ce plan a mis en évidence 3 priorités :

1. Prévenir le trafic des espèces sauvages et lutter contre les causes profondes de ce phénomène.
2. Faire respecter les règles existantes et lutter contre la criminalité organisée de manière plus efficace.
3. Renforcer le partenariat mondial entre les pays d’origine, les pays de destination et les pays de transit

Pas moins de 8 ministres sont peu ou prou impliqués dans notre pays et je m’attèle à la coordination avec mes collègues du Fédéral et des Régions.

L’arme dont nous disposons au niveau international est la convention CITES. Elle connaît divers niveaux de protection pour plus de 35.000 espèces, qu’elles soient commercialisées sous la forme d'animaux ou de végétaux vivants, de produits ou de dérivés. La force de cette convention est de compter un grand nombre de membres, avec actuellement 183 parties à la convention. Elle a été à nouveau élargie à de nouvelles espèces l’année passée.

Nous avons un cadre légal international, encore nous fallait-il disposer de moyens supplémentaires pour le faire appliquer.

Il y a presque un an, nous nous étions retrouvés à Pairi Daiza où j’avais abordé la restructuration des services d’inspection de la DG Environnement du SPF Santé Publique, et la création d’ une cellule d’inspection regroupant l’ensemble des contrôles liés aux différentes législations liées au commerce d’espèces sauvages.

J’avais alors décidé de débloquer le budget nécessaire afin de porter l’équipe d’inspecteurs et de contrôleurs à 8 personnes, contre 1 personne à temps plein et une à mi-temps auparavant.

Aujourd’hui, nous nous retrouvons pour faire le bilan de ces inspections. Nous nous focalisons ici aussi bien sur les espèces protégées, animales ou végétales, que sur le bois récolté illégalement ainsi que sur les espèces exotiques envahissantes.

Je laisserai les spécialistes de l’administration vous faire le détail de ce bilan mais vous pourrez le constater par vous-même nous avons engrangé plusieurs succès. Nous sommes certainement sur la bonne voie et nous devons poursuivre le travail.

Nous avons donc engagé de jeunes inspecteurs dont c’est le premier emploi pour certains. L’équipe compte 3 femmes. En majorité universitaires, ils proviennent du milieu scientifique (biologistes, bio-ingénieurs, assistants vétérinaires, etc.)

Bien formés, nos inspecteurs doivent aussi bénéficier de meilleurs outils pour mener à bien leurs missions. Par exemple, la révision de la loi norme de produits actuellement en cours leurs donnera plus de compétences.

La tâche est encore immense mais nous enregistrons tout de même quelques succès.

Par exemple, une opération internationale contre le commerce illégal d’espèces de bois et de faune sauvages a eu lieu pendant un mois, jusqu’au 31 mai de cette année. Elle a été coordonnée par INTERPOL et l’Organisation mondiale des douanes (OMD) en collaboration avec le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC). Cette opération a impliqué pas moins de 92 pays dont la Belgique.

Le bilan est pour le moins encourageant. Je vous en dresse les grandes lignes : 1400 suspects arrêtés et saisie de 43 tonnes de viande sauvage, 1,3 tonne d’ivoire d’éléphant brut et transformé, 27 000 reptiles et près de 4000 oiseaux !

*Dames en Heren, uit deze operatie kunnen we 3 belangrijke lessen trekken.*

*Ten eerste, de in-beslag-names zijn indrukwekkend. We kunnen terecht trots zijn maar … dit betekent meer dan waarschijnlijk dat de omvang van deze handel onze schattingen overtreft.*

*Ten tweede, deze operatie is een succes omdat ze op grote schaal wordt gecoördineerd, niet alleen tussen verschillende landen, maar ook tussen de verschillende diensten van hetzelfde land. Ook in België moeten we de samenwerking versterken met de verschillende diensten die op dit gebied actief zijn en met de verschillende overheden.*

Troisièmement, ce type d’opération ne peut aboutir sans le renseignement. Les informations qui proviennent du terrain sont cruciales et nous ne pouvons en disposer sans avoir de relais efficaces sur place. C’est pourquoi j’en appelle une nouvelle fois au partage d’informations avec les différents acteurs des pays d’origine. Face à l’ampleur du phénomène nous ne pourrons aboutir qu’en réunissant nos forces.

Je tiens également à évoquer l’actualité en abordant le dernier rapport de WWF concernant le charbon de bois. Ce rapport met en évidence que 51% de ce charbon de bois provient du Nigéria et 16% d’Ukraine. Ces deux pays connaissent des taux de déforestation très importants et les entreprises qui le vendent ne doivent actuellement pas prendre des mesures de vérification de la légalité de ces produits.

En effet, le champ d’application du Règlement bois de l’UE ne couvre pas pour l’instant le charbon de bois. Ce Règlement est actuellement en cours de révision et comme je l’ai déjà expliqué en commission, je suis en faveur d’un élargissement du champ d’application de ce règlement à tous les produits dérivés du bois pertinents*.* C’est la seule réponse crédible que nous pouvons apporter à ce phénomène.

Si nous devons lutter contre la mise sur le marché dans nos pays d’espèces protégées ou récoltées illégalement, nous devons également favoriser les initiatives visant à gérer durablement ces ressources dans les pays d’origine.

C’est ainsi que nous soutenons financièrement plusieurs associations, comme l’Elephant Fund, un programme des Nations unies dédié à la sauvegarde et à la défense des éléphants d’Afrique. La Belgique est devenue membre du comité pilote en 2015, et l’année passée nous avons fait un don de 50 000 Euros à ce fonds ce qui porte à 120 000 Euros notre participation depuis 2014.

Nous soutenons également le parc des Virunga, le plus ancien parc national d'Afrique. Celui-ci compte une population de gorilles de 604 individus, soit 60 % des individus en Afrique, alors qu’ils étaient 273 en 1973.

Malheureusement, le parc doit fermer ses portes aux touristes jusqu'à la fin de cette année en raison de l'insécurité croissante. En avril 2018, par exemple, cinq gardes ainsi qu’un chauffeur ont été tués dans l’exercice de leur fonction. Les cinq victimes sont ainsi venues se rajouter à leurs 170 collègues déjà tués depuis la création du parc.

L’autre menace qui pèse sur ce parc est que le gouvernement congolais a récemment annoncé son intention de lancer une exploitation pétrolière dans le parc.

Avec le financement de 100.000€ que nous lui avons octroyé, le Parc pourra développer son centre de formation pour la construction et l’entretien de centrales hydroélectriques. Chaque MW produit représente 800 à 1000 emplois. Le développement économique de la région est le meilleur outil de protection du parc. L’énergie permet le développement économique, qui favorise l’emploi. La population locale trouve une source de revenus autre que le braconnage ou l’engagement dans les milices armées.

*Tot besluit wil ik mijn oproep herhalen en me richten tot alle mensen die zich inzetten om het wereldwijde verkeer in beschermde soorten te stoppen.*

*Ik denk hierbij natuurlijk aan de consumenten die de herkomst en kwaliteit van de producten die ze kopen, moeten kennen. Maar ook aan de supermarkten en de winkeliers die hen de nodige informatie moeten kunnen geven. Ik richt me ook tot de NGO's die ik opnieuw uitnodig om hun informatie te delen met de relevante diensten.*

*Ik reken op u om ons te helpen deze strijd te winnen en zó ook de wereldwijde biodiversiteit.*

Je vous remercie pour votre attention.

*Ik dank u voor uw aandacht.*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*